



# La lettre du CSAPR

Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation

Septembre 2014

## Campagne de sensibilisation et de formation sur la consolidation de la paix au Tchad

**La lettre du CSAPR vous permet de rester informés des activités du réseau.**

Campagne pour la paix.....p1  
 Formation sur la justice transitionnelle.....p3  
 Forum pour la paix à Bangui.....p3  
 Enquête sur la sécurité transfrontalière...p4  
 Café politique.....p4  
 Soutien aux réfugiés peuls.....p5  
 La réaction des membres.....p6

### LES BREVES

Le CSAPR participe au **PREGESCO**, projet de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique Centrale. [www.pregesco.org](http://www.pregesco.org)

Organisé par la fondation CAUX-Initiatives et Changement, le CSAPR fut invité en Suisse du 30 juin au 4 juillet au cycle de conférence « **Dialogue sur la terre et la sécurité dans le Sahel** ».

Créée par la CELIAF dans le cadre du projet « femme, citoyenneté, démocratie, paix et sécurité », le CSAPR est membre de la **coalition multi-acteurs pour la paix**.

Le CSAPR fut approché par les représentants de la société civile au sein du **Cadre National de Dialogue Politique**, Mrs Michel Barka (UST) et Mahamat Bodingar (ATPDH), pour faciliter l'organisation de rencontres auprès des leaders sociaux dans le cadre de la mise en place des démembrements de la CENI. Deux réunions eurent lieu les 4 et 9 avril 2014.

La dernière session du **comité politique du CSAPR** eut lieu le 21 mai.

**Pour plus d'informations, contactez-nous !**

Coordination Nationale  
 BP 4559 -Bureau Inades formation  
 Ardep Djoumal—N'Djamena

+235 66 29 48 65  
 +235 60 88 85 53

[comitpaixtchad@yahoo.fr](mailto:comitpaixtchad@yahoo.fr)  
[www.initiative-paix-tchad.org](http://www.initiative-paix-tchad.org)

Le CSAPR œuvre depuis sa création à la consolidation de la paix au Tchad. Nous contribuons à la restauration de la confiance entre les tchadiens et cherchons à briser les replis identitaires. En avril, une campagne de formation et de sensibilisation sur la consolidation de la paix a été organisée dans 6 villes du pays.

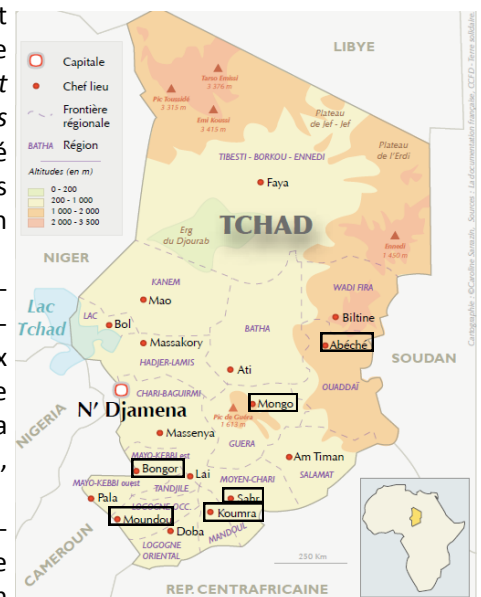
Le CSAPR avait déjà mis en œuvre en 2012 et 2013 la première phase du projet de « *renforcement des capacités en dialogue et négociation des acteurs engagés dans les processus de gestion des conflits* », financé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), en collaboration avec l'Union Européenne.

Cette première phase avait consisté à renforcer les compétences de médiateurs qui agissent dans tout le pays pour répondre aux problématiques locales de consolidation de la paix. Quarante personnalités issues de la société civile furent formés à N'Djamena, Moundou et Abéché.

Dans la même lignée de cette première activité, le CSAPR a organisé fin avril 2014 une campagne de formation et de sensibilisation sur la consolidation de la paix à Sarh, Koumra, Moundou, Bongor, Abéché et Mongo (cf. carte ci-dessus). Il s'agissait ici de former des membres de la société civile, mais aussi des acteurs politiques, des chefs traditionnels et religieux sur la prévention et la gestion des conflits ; ainsi que de réaliser des réunions de sensibilisation ouvertes au public sur les enjeux de la consolidation de la paix au Tchad.

Car s'il est vrai que le Tchad vit une période de stabilité depuis les accords de paix avec les groupes rebelles et le Soudan, les menaces existent toujours. En premier lieu, le Tchad est aujourd'hui entouré d'Etats fragilisés ou en conflit : la Libye et le Soudan du Sud, qui suite à des crises politiques sont tombés dans l'instabilité ; la RCA, en pleine guerre civile ; le Niger et le Nigeria, gravement menacés par le groupe terroriste Boko Haram.

Au plan interne, l'insécurité est largement présente ; la criminalité ne cesse de s'aggraver, favorisée par la forte circulation des armes dans la sous-région. La difficile cohabitation entre les communautés est très préoccupante et donne souvent lieu à des



Réunion de sensibilisation pour la consolidation de la paix  
 Koumra

#### Atelier de formation à la prévention et la gestion des conflits à Moundou



conflits causant la mort d'hommes. Le futur processus électoral constitue aussi une inquiétude pour la stabilité du pays qui n'est pas à l'abri d'une nouvelle crise politique pouvant déboucher sur de nouveaux affrontements.

25 personnes furent conviées dans chaque ville à la formation sur la gestion des conflits. Toutes sont déjà des acteurs de paix qui œuvrent au quotidien pour la réconciliation des tchadiens (société civile, politiques, religieux, chefs de quartiers, chefs de race...). L'atelier fut donc une excellente opportunité d'échanger sur les expériences de chacun et sur les forces et les faiblesses des techniques utilisées. Le CSAPR a pu présenter de nouveaux outils pratiques permettant de faciliter la résolution des différends. Il a mis

en évidence l'importance de bien analyser le conflit avant d'agir : identifier le type de conflit, son origine et son évolution, les acteurs en présence, leur identité, leur bagage culturel, les relations de pouvoir, etc... Par la suite, le CSAPR s'est concentré sur les caractéristiques du médiateur, quel comportement il doit adopter avec les parties ; pour enfin s'attarder sur les règles et les techniques pouvant garantir le bon déroulement de la médiation et faciliter l'émergence d'une solution. Souvent découragés par la résurgence des conflits, les participants furent très à l'écoute et ont exprimé leur satisfaction quant à l'apprentissage de nouvelles techniques. Ils ont également préconisé la multiplication des réunions de sensibilisation pour la paix en faveur de la population.

Les réunions de sensibilisation, ouvertes au public, ont rassemblé de simples citoyens auprès des acteurs politiques et sociaux. Les conflits communautaires, et la cohésion nationale de manière générale, furent l'objet de la majeure partie des débats. Le public rencontré considère qu'il n'est pas impossible qu'une situation comparable à celle de la RCA se reproduise au Tchad si la population n'est pas vigilante. Tous ont témoigné d'une fracture entre les communautés : « Les tchadiens ne s'aiment pas ». Certains ont même parlé d'un « phénomène de haine » entre les groupes, qui refusent parfois toute communication entre eux. Finalement, l'ignorance, la mauvaise éducation et l'instrumentalisation politique ont été pointés du doigt comme étant des facteurs d'aggravation de cette division, puisqu'ils favorisent la circulation de clichés haineux. La nécessité de multiplier les sensibilisations dans tout le pays, et notamment en milieu rural, est une évidence. Le CSAPR encourage les acteurs locaux à mener ce genre d'activités qui permettent à la population de se rencontrer, d'échanger, d'extérioriser leur conflit, mais aussi d'alerter sur les menaces à la paix et de mener les Tchadiens sur la voie d'un meilleur vivre-ensemble.

#### Suivi et évaluation de nos activités de dialogue

Le CSAPR a profité de cette mission pour évaluer les résultats de ses activités en province, à savoir la caravane pour la paix au Tchad de 2012, ainsi que les fora régionaux pour la consolidation de la paix de 2013. Ces activités s'inscrivent dans notre processus du *renforcement du dialogue entre acteurs politiques et société civile pour la consolidation de la paix au Tchad*. Il s'agit de :

- ➡ mesurer l'impact des activités en termes d'évolution du rapport de confiance et de dialogue entre les acteurs politiques, sociaux et administratifs ;
- ➡ identifier les actions menées au niveau local par rapport aux engagements pris ;
- ➡ recenser les difficultés rencontrées.
- ➡ collecter les informations nécessaires pour projeter les futures actions de dialogue ;

Le CSAPR a échangé avec les anciens participants. De façon unanime, ils ont réclamé l'organisation des mêmes activités, et surtout des fora régionaux sur les problématiques locales de la consolidation de la paix, qui furent particulièrement appréciés. Les participants réclament davantage d'ateliers de sensibilisation pour la paix à l'endroit de la population ; et davantage de formations, d'ateliers de renforcement des capacités à l'endroit des politiques et de la société civile, des autorités traditionnelles et religieuses.



Atelier de formation à Sarh



Participants à l'atelier de formation à Abéché

## La justice transitionnelle est-elle possible au Tchad ?

Du 22 au 24 mai 2014, le CSAPR a organisé un atelier de formation sur la justice transitionnelle. 40 participants y furent conviés, rassemblant les membres de la société civile et les acteurs institutionnels. L'atelier fut ouvert par le Directeur général du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et par le représentant du PNUD au Tchad, en présence de la Médiature de la République.

Depuis l'indépendance, le Tchad a connu plusieurs conflits armés qui furent un grave facteur de division de la société tchadienne. Malgré l'organisation de la conférence nationale en 1993, la question de la réconciliation nationale demeure un défi pour la construction de la Nation. Les tchadiens n'ont pas eu l'occasion véritable de se parler et de pouvoir panser leurs plaies. Beaucoup de victimes vivent encore aujourd'hui aux côtés de leurs bourreaux sans qu'aucune justice ne soit rendue. En ce sens, l'ouverture du procès Habré est déjà perçue par les tchadiens comme une occasion de faire la lumière sur l'une des pages sombres de leur histoire mais aussi de jeter les bases d'un processus de réconciliation. Les conflits communautaires actuels prouvent cette nécessité.



Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Un mécanisme de justice transitionnelle serait-il possible au Tchad ? Beaucoup d'organisations de la société civile ont déjà initié des programmes de dialogue citoyen et de formation à la culture de la paix, afin de permettre aux tchadiens de différentes ethnies, de différentes sensibilités sociales et politiques de dialoguer. De même, pour le CSAPR, la paix véritable passe par la réconciliation des populations.

C'est pourquoi, en plus des missions de formation sur la prévention et la gestion des conflits et les missions de sensibilisation à la paix, le CSAPR a organisé en partenariat avec le PNUD cet atelier de formation sur la justice transitionnelle. Le but poursuivi fut de doter les participants des connaissances et des outils sur la justice transitionnelle, qui est une démarche de reconstruction et de restauration d'une société unie, lui permettant de traiter le passé pour mieux aborder le futur. Les participants ont pu découvrir ou approfondir leurs connaissances sur les piliers et les fondements de ce concept, et échanger sur les expériences étrangères en la matière, notamment celles du Rwanda et d'Afrique du Sud. L'enjeu fut bien sûr de s'interroger sur les perspectives possibles de justice transitionnelle au Tchad et sur les mécanismes qui pourraient correspondre aux réalités tchadiennes.

## SOLIDARITE AVEC LA CENTRAFRIQUE Forum de la société civile pour la paix à Bangui

La société civile centrafricaine a organisé un forum pour la paix du 20 au 22 juin à Bangui. Une rencontre importante qui devait faire le point sur le conflit et esquisser les actions à venir. Le CSAPR salue cette initiative qui marque le début d'une nouvelle dynamique pour la paix en RCA.



Mais « alors que le pays est traversé par un conflit violent qui cible des communautés sur la base de leur foi ou de leur caractère supposé « d'étranger », les questions religieuses, celles des réfugiés, du retour des Peuls et des musulmans ont été difficilement abordées », selon Ladiba Gondeu, anthropologue tchadien qui a assisté au forum.

Plus de 150 représentants de la société civile sont venus de toute la RCA, chrétiens comme musulmans. Ce forum fut un moment d'échanges très intense, après plus d'un an de tensions et de peurs accumulées. En séance plénière, des ministres et des universitaires ont pu évoquer les crises politiques, la faiblesse de l'Etat, les questions économiques. Sept groupes en ateliers se sont retrouvés autour de thèmes variés, comme le « vivre ensemble », la « crise morale ».

Le traumatisme lié à la crise qui perdure en est certainement la cause, mais peut-être faut-il y voir aussi une forme de déni plus profond.

Les groupes armés ont entraîné une libération extrême de la violence entre les groupes en utilisant les perceptions enfouies dans la culture populaire. La haine de l'étranger s'est notamment transformée en rejet violent de la communauté musulmane.

Il faut soutenir la société civile pour qu'elle puisse combattre ces violences identitaires et poser la question de la place des musulmans dans la société. Il faut qu'elle puisse construire des passerelles de dialogue entre les communautés pour que la RCA sorte du chaos. Aujourd'hui, il lui est très difficile d'agir. Un sentiment d'impuissance s'est d'ailleurs fait ressentir durant ce forum ; cette impression de ne rien maîtriser, entre un Etat défaillant, une armée défaite, des forces militaires étrangères et des ONG internationales omniprésentes, une communauté internationale perçue comme étant aux manettes... Mais ce forum a bien montré une chose : la volonté des Centrafricains de reprendre leur destin en main.

**Bruno Angsthem, Chargé de mission Afrique au CCFD-Terre solidaire. Propositions recueillies par Sabine Cessou**

## Missions d'enquête sur la sécurité transfrontalière

En avril, puis en juin, le CSAPR a organisé deux missions d'enquête pour étudier le phénomène d'insécurité à nos frontières, dans la zone Tchad-RCA-Cameroun, aujourd'hui largement touchée par le conflit centrafricain.

Les conflits dans la sous-région favorisent l'insécurité à nos frontières ; et inversement, cela favorise l'apparition des conflits. Ils existent des groupes armés transnationaux « *qui survivent et se recomposent dans ses marges qu'autorisent les dynamiques étatiques dans la région* », pour reprendre l'expression du chercheur Roland Marchal. Mouvements rebelles vivotant entre le Tchad et le Soudan dans le passé, Séléka et autres mercenaires entre le Tchad et la RCA plus récemment, terroristes et autres criminels... Les populations locales aux frontières vivent dans l'insécurité permanente entre criminalité ordinaire (coupeurs de route, pillage, raptus contre rançon..), et répercussions des conflits dans la région. Depuis le renversement de Bozizé en RCA, le Tchad n'a pas été épargné : vague de réfugiés, incursion des milices armées sur le territoire, circulation incontrôlée des armes...

Ce phénomène d'insécurité aux frontières, qui en fait des zones de non-droit, est accentué voire provoqué par la faiblesse de l'Etat qui n'assoit pas son autorité sur l'ensemble du territoire national : porosité des frontières, forces de l'ordre sans moyens, non formées, très souvent complices des bandes armées, désengagement des autorités locales...

Les enquêtes menées par le CSAPR permettront de proposer des éléments de solutions pour l'amélioration du contexte sécuritaire à nos frontières.

## Café politique sur le processus électoral



M. Mahamat Ali Abdallah Nassour  
(Secrétaire général adjoint du MPS)



M. Pahimi Padacké Albert  
(Président du CNDP)



M. Kram Ali Abel (SG de Caméléon)  
M. Gabriel Ali Golhor  
(porte-parole adjoint de la CPDC)



M. Brice Mbaimon Guedmbaye  
(Président de MPTR)

Le CSAPR a organisé le 30 août un nouveau café politique sur l'actuel processus électoral, qui connaît un important retard dans son organisation.

Initiative novatrice, le café politique est un lieu de débat contradictoire, où les leaders d'opinion tchadiens peuvent s'exprimer publiquement et affronter leurs idées. En 2013, le CSAPR avait déjà organisé 7 cafés politiques portant sur la rupture du dialogue entre la majorité présidentielle et l'opposition démocratique suite aux événements du 1er mai, la sécurité intérieure et régionale, la participation citoyenne et la cherté de la vie. Face à l'intérêt manifesté par les acteurs politiques et la société civile, le CSAPR a décidé de réitérer l'expérience.

D'éminentes personnalités politiques nous ont fait l'honneur de participer à ce café politique sur le processus électoral : **M. Mahamat Ali Abdallah Nassour**, Secrétaire Général adjoint du MPS, **M. Albert Pahimi Padacké**, Président actuel du Cadre National de Dialogue Politique et Président du parti RNDT Le Réveil, **M. Gabriel Ali Golhor**, Porte-parole adjoint de la CPDC et Secrétaire général du parti CDF, **Kram Ali Abel**, Secrétaire général national du parti Caméléon, **M. Brice Mbaimon Guedmbaye**, Président du parti MPTR.

Tous ont reconnu le retard important du processus. Le SGA du MPS s'est toutefois voulu optimiste en constatant qu'il n'y avait pas de blocage ou de crise politique. Pour les uns, notamment l'opposition, mais aussi pour le président du CNDP, ce retard est en partie à imputer au gouvernement qui ne met pas les fonds nécessaires à disposition du CNDP, de la CENI. Pour la majorité, les partis de l'opposition ralentissent le processus car ils ne parviennent pas à se rassembler autour d'une seule liste pour la désignation de leurs représentants dans les démembrements de la CENI. Au final, les débats ont porté sur le calendrier électoral, encore inconnu et conditionné par le recensement biométrique qui n'a toujours pas commencé ; ainsi que sur la prolongation probable du mandat des députés.

Le débat fut diffusé sur FM Liberté et le sera également sur les nombreuses radios communautaires de N'Djamena et de province. Par ce biais, le CSAPR favorise l'accès à l'information et œuvre à la construction d'une opinion publique nationale.

Le prochain café politique se tiendra à **Abéché** ! Avec les élections locales qui approchent, avec le processus de décentralisation enclenché, les acteurs locaux doivent aussi avoir l'opportunité de débattre des questions d'intérêt local et présenter leurs idées à la population. Ces cafés politiques en province, car Abéché ne sera pas la seule ville concernée, seront aussi diffusés dans l'ensemble du pays et à la capitale.

## Soutien aux communautés peules réfugiées au Tchad

**Le CSAPR appuie les actions de la communauté peule réfugiée au Tchad, une communauté marginalisée, gravement victime du conflit en RCA. Plus de 40 000 peuls seraient aujourd'hui réfugiés au Tchad.**

Depuis le début du conflit en RCA, le CSAPR a régulièrement échangé avec la société civile centrafricaine. L'AIPSC, l'association pour l'intégration et le développement social des peuls de la Centrafrique, s'est donc naturellement tournée vers nous pour l'appuyer dans ses actions au Tchad, où la plupart des membres s'y sont réfugiés. Depuis février, le CSAPR lui vient en aide, à travers la diffusion de mémorandum, d'appui au plaidoyer auprès des partenaires internationaux. L'AIPSC a pour principal objectif de lutter contre la discrimination que subit cette population. Les peuls sont aujourd'hui particulièrement visés en RCA : principalement musulmans, accusés d'avoir agi aux côtés de la Séléka, ils sont victimes de graves exactions.

Au vue de la vague de réfugiés peuls en détresse au sud du Tchad, l'AIPSC a voulu agir. Le CSAPR lui a permis d'entrer en relation avec les associations peules tchadiennes. Et comme il était aussi important d'agir pour les populations réfugiées au Cameroun, créer des passerelles au niveau sous-régional était une évidence. Les associations peules camerounaises, appuyées par l'ONG Est Développement, ont aussi été sollicitées. De ces nouvelles relations a émergé un comité de pilotage Tchad-Cameroun-RCA pour lancer les activités en faveur des peuls réfugiés de RCA.

Fin mars, deux délégations se sont rendues sur la zone des trois frontières, l'une côté Tchad, l'autre côté camerounais. L'objectif : identifier les zones de rassemblement des réfugiés peuls et leurs besoins d'urgence. Le CSAPR est intervenu en appui de la mission au Tchad, aux côtés du Président du Comité de pilotage, de l'AIPSC, et de la CONERET (confédération nationale des organisations des éleveurs du Tchad). Ils se sont rendus dans le Logone Oriental, le Mandoul, et le Moyen-Chari. La mission a pu constater la situation déplorable dans laquelle se trouvent les réfugiés. Ils se sont heurtés au banditisme, aux exactions d'hommes en armes, à la méfiance des autochtones, à la rareté de pâturage pour ceux qui ont pu conserver leur bétail... La majeure partie d'entre eux ne



De nombreux réfugiés peuls ne sont pas pris en charge dans des camps et errent en brousse le long de la frontière, avec le strict minimum pour survivre.

souhaitent pas s'installer dans des camps. Ils se concentrent à proximité de la frontière avec l'espoir de retourner un jour en RCA. Mais cela les a d'autant plus exposés aux représailles des groupes armés centrafricains qui n'hésitaient pas à faire des incursions en territoire tchadien. En plus du traumatisme moral important, les réfugiés sont dans une situation sanitaire catastrophique, malnutris, sans accès aux soins, dormant en pleine brousse sur de simples bâches.

Grâce à cette mission de terrain, un état chiffré des besoins urgents des peuls réfugiés a pu être établi, dans les localités non prises en charge par les organisations humanitaires. Fin Août, une mission de distribution d'urgence a été déployée sur le terrain. Au Tchad, c'est à Mbaïbokoum sur le site de Bitoyé (département de la Nya Pendé) que 250 familles peules ont pu bénéficier de vivres et de couchages. Cette mission symbolique aura permis de renforcer les liens avec les autorités locales et les communautés pour mieux envisager la suite des activités avec les peuls et les autochtones.

### Plateforme sous-régionale Tchad - RCA - Cameroun pour la défense des droits et intérêts des communautés peules bororo

Afin de mieux réagir aux crises inévitables à venir, face à la permanence du conflit en RCA, les associations peules de RCA, du Tchad et du Cameroun ont pris la décision de mettre en place un réseau régional. Elles se sont rassemblées du 7 au 13 juin à Bertoua au Cameroun pour constituer la plateforme KAWTAL pour la défense des droits et intérêts des communautés peules. Cette plateforme permettra de faciliter la mise en œuvre des actions structurales communes aux trois pays frontaliers.



Parmi la population réfugiée peule, on compte de nombreux enfants en bas âge, exposés à la malnutrition et aux maladies. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui orphelins.



Rencontre à Bertoua (Cameroun) pour la mise en place de la plateforme sous-régionale

## La réaction des membres du CSAPR

Nos membres partagent dans cette rubrique leurs analyses de la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle.

**Mme Thérèse Mékombé, Présidente de l'AFJT (Association des Femmes Juristes au Tchad), sur la sécurité**



« Le conflit en RCA est si violent. Pourquoi tous ces morts ? La guerre a pendant longtemps retardé le Tchad. Je pense que les Tchadiens doivent être porteurs de messages de paix auprès de leurs frères centrafricains. Il faut encourager la RCA à dialoguer pour stopper tous ces meurtres. La société civile tchadienne doit approcher celle de la RCA pour échanger les expériences et s'unir pour faire pression sur les politiques. L'UA et les mécanismes sous-régionaux de résolution des conflits doivent agir mais ne disposent pas des moyens financiers et logistiques. Cette difficulté est à attribuer au manque de volonté politique des chefs d'Etats africains. L'UA doit repenser sa politique pour prendre en compte ces difficultés à mon avis.

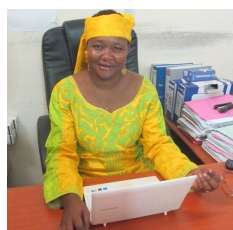
Le Tchad a déjà joué un rôle pour la sécurité dans la sous-région. Cela s'est déjà matérialisé par son intervention au Mali et en RCA, même si les résultats de cette dernière mission sont mitigés. C'est à mon avis des efforts louables dont-il faut reconnaître le mérite au pays ! »

**Clément Abaifouta, Président de l'AVCRPT (association des victimes des crimes et répression politique au Tchad), sur le procès Hissein Habré**



« Depuis 24 ans environ, une lutte acharnée se mène sur le dossier HH mais le gouvernement tchadien ne le voyait jamais comme une priorité. Le dossier a longtemps été bloqué. Aujourd'hui encore, le Premier ministre et le Président de la République semblent dire qu'ils sont des victimes eux aussi et promettent d'accompagner les victimes dans cette quête de justice, alors qu'ils sont en réalité indisponibles ou se refusent de le faire. En fait, le dossier HH fait peur au club des chefs d'Etat africains parce que la décision fera jurisprudence. Mais il y a une chose dont je suis certain : rien ne pourra anéantir la volonté des victimes de voir le président Habré jugé. L'ingéniosité des avocats a permis de contourner les difficultés de la procédure jusqu'à ce stade. Le dossier HH va bientôt prendre une autre allure. »

**Mme Clarisse Nailar Nehoudamadji, Présidente de la CELIAF (Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines), sur la gouvernance économique**



« Le taux de croissance (environ 8% pour l'année 2015) devrait avoir une incidence sur le développement humain (IDH : 184<sup>ème</sup> sur 187), si les ressources étaient véritablement mobilisées pour alimenter les secteurs-clés de l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage, la pêche, les infrastructures routières, sans oublier le soutien aux industries de transformation et aux autres PME/PMI... Malheureusement, tous ces secteurs souffrent de la corruption grandissante. A travers certaines initiatives volontaires qui existent à ce jour, comme le «Revenue Watch Institute», «Publiez ce que vous payez», ou encore l'«Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives» et la stratégie nationale d'accès à l'information publique, les populations pourraient, avec plus d'effort, exercer un contrôle sur les dépenses publiques, du moins en être informées et jouer leur partition dans la gouvernance. »

## QUI SOMMES-NOUS ?

Le CSAPR participe à la consolidation de la paix au Tchad. Il est né en 2002 suite au rassemblement de plus de 150 acteurs de la vie publique tchadienne qui se sont mobilisés pour débattre de la résurgence des conflits au Tchad, de l'échec des différentes rencontres de réconciliation nationale et du recul de la démocratie pluraliste. Il regroupe aujourd'hui plus de 70 organisations sur toute l'étendue du territoire tchadien (organisations de développement, de mouvements de jeunes et de femmes, d'ONG de Droits de l'Homme, de syndicats...). Le CSAPR est présent en région à travers 18 points focaux qui jouent un rôle de relais, d'animation de débats et de mobilisation au niveau local.

**Œuvrant dans le champ politique, le CSAPR promeut la construction d'une société citoyenne. Le CSAPR défend la libre expression politique en offrant des espaces de débats aux acteurs de la vie publique, et favorise l'émergence d'une opinion publique nationale.**

Toujours en rassemblant des acteurs de tendances et d'horizons divers, Le Comité organise des fora, des cafés politiques, des conférences sur des sujets d'intérêt général en lien avec la consolidation de la paix et la réconciliation des tchadiens.

**Par la production d'études thématiques et par son plaidoyer, le CSAPR enrichit les débats. Car il est depuis l'origine une force de propositions citoyennes.** Il mène des actions de plaidoyer au niveau national, régional et international. A travers ses mémos et ses analyses sur la situation politico-sécuritaire, le CSAPR n'hésite pas à contester les stratégies du gouvernement et/ou des partis politiques. Le CSAPR a par exemple fortement critiqué en 2007 le processus de sortie de crise basée sur le seul processus électoral et a défendu ses propres propositions de transition politique après les événements de février 2008. En 2011, suite aux élections, le Comité a notamment mené une étude sur le fonctionnement des partis politiques tchadiens sur lequel les partis ont pu échanger lors d'un forum.

Le CSAPR a pour objectif :

- l'organisation d'élections transparentes, avec une administration dépolitisée.
- La réforme des services de défense et de sécurité, accompagné d'un processus de désarmement-démobilisation-réinsertion efficace pour assurer la stabilité des institutions démocratiques et affermir l'Etat de droit.
- Le développement de mécanismes favorisant la réconciliation populaire, telle que la création d'espaces de dialogue multi-acteurs.

## NOS PARTENAIRES



[www.initiative-paix-tchad.org](http://www.initiative-paix-tchad.org)

**Initiative Paix et Réconciliation au Tchad**

Mobilisons-nous pour une paix durable au Tchad !

